

Bruxelles, le 22 décembre 2006

Mesures européennes pour des feux d'artifice plus sûrs

Tandis que les feux d'artifice se remettront bientôt à fuser pour célébrer la nouvelle année, d'importantes mesures ont été prises pour améliorer la sécurité des articles pyrotechniques et rendre le marché plus compétitif à partir de 2010. Le Parlement européen et les États membres ont récemment approuvé les propositions de la Commission européenne pour un ensemble de règles communes visant à renforcer la sécurité d'utilisation des feux d'artifice dans toute l'UE et à promouvoir un véritable marché unique pour ces produits. Les feux d'artifice peuvent présenter un risque majeur pour les consommateurs et provoquer des blessures en cas de mauvaise utilisation mais la qualité et la sécurité de certains produits sont également sujets de préoccupation. Les règles régissant la vente d'articles pyrotechniques sont variables selon les États membres, ce qui complique la résolution des problèmes de sécurité et freine les activités des fabricants. Selon toute attente, les États membres devraient adopter prochainement la nouvelle directive sur les articles pyrotechniques.

Le vice-président Günter Verheugen, en charge des entreprises et de l'industrie, a déclaré: "Cet accord, qui rend l'utilisation des feux d'artifice plus sûre, établit une base plus claire pour la protection des consommateurs et libère les entreprises de charges administratives superflues. Il est plus facile et plus efficace de se conformer à un acte législatif communautaire qu'à 27 législations nationales différentes. L'accord supprime des obstacles à la libre circulation des marchandises".

La directive proposée impose le respect d'exigences de sécurité essentielles concernant les articles pyrotechniques et garantit en contrepartie l'accès de ces produits au marché intérieur. La Commission demandera à l'organisme de normalisation européen (CEN) de développer des normes pouvant être utilisées également au niveau international en tant que normes ISO en vue de la mise en œuvre pratique. Afin de permettre la rédaction des normes techniques nécessaires, les nouvelles règles entreront en vigueur en 2010, après une période de transition de trois ans pour les feux d'artifice destinés aux consommateurs. Pour les autres articles pyrotechniques tels que les feux d'artifice à usage professionnel ou utilisés au théâtre, l'application de la nouvelle directive démarrera en 2013, après une période transitoire de six ans.

Les fabricants devront faire évaluer les propriétés ci-après par un institut indépendant (organisme notifié) afin de démontrer **la conformité de leurs articles aux normes essentielles de sécurité**:

- stabilité physique et chimique; compatibilité de tous les composants,
- résistance aux opérations normales et prévisibles de manipulation et de transport,
- résistance à l'eau ainsi qu'aux basses et hautes températures,
- dispositifs de sécurité destinés à prévenir un amorçage ou une mise à feu intempestifs ou accidentels,
- instructions appropriées dans la ou les langues officielles de l'État membre de destination,
- aptitude à résister aux détériorations.

La directive proposée définit plusieurs **catégories d'articles pyrotechniques** et fixe un âge minimum pour leur achat et leur manipulation, tout en laissant aux États membres la possibilité de relever les limites d'âge pour les consommateurs ou de les abaisser pour les personnes ayant reçu une formation professionnelle appropriée.

Compte tenu des festivités religieuses, culturelles ou traditionnelles ayant lieu principalement dans le sud de l'Europe, les feux d'artifice construits par un fabricant pour son propre usage ne sont pas soumis aux dispositions de la directive dès lors que l'État membre concerné autorise leur utilisation sur son territoire. D'un autre côté, **les États membres ont la possibilité d'interdire** la vente aux consommateurs de certaines catégories d'articles pyrotechniques bruyants, par exemple pétards, batteries de pétards, pétards lumineux et batteries de pétards lumineux.

Stockage et fabrication

La nouvelle directive traite des caractéristiques des articles pyrotechniques et non des questions découlant spécifiquement de leur stockage ou de leur fabrication. Ces derniers aspects sont couverts par la directive 96/82/CE du Conseil (plus connue sous le nom de directive Seveso II) qui vise à éviter les principaux accidents mettant en cause des substances dangereuses et à limiter les conséquences d'accidents de ce type pour les hommes et pour l'environnement.

Informations complémentaires

Accord concernant la directive sur les feux d'artifice

http://www.europarl.europa.eu/omk/sipade3?PROG=TA&L=EN&REF_P=P6_TA-2006-0515

Proposition de la Commission et évaluation d'impact

http://ec.europa.eu/enterprise/chemicals/legislation/pyrotechnic/index_en.htm